

**Recréer du lien social autour d'un jardin ?
L'expérience des Torekes en milieu précarisé**

Documents d'analyse et de réflexion

Septembre 2011

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Avec le soutien de la Communauté française 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Recréer du lien social autour d'un jardin ? L'expérience des Torekes en milieu précarisé

Introduction

Il n'est guère aisé, pour les acteurs d'éducation relative à l'environnement (ErE¹), de toucher tous les types de publics par leurs actions de sensibilisation ou leurs propositions de mise en action. Diverses études et recherches scientifiques² mettent en évidence le fait que la manière d'appréhender les informations liées à l'environnement et la volonté de les traduire en actes concrets sont déterminées en grande partie par des facteurs socio-économiques et éducatifs. Il semble en effet que la propension à s'associer à des actions et/ou des activités en faveur de l'environnement augmente avec le niveau d'éducation, de même que la confiance en l'avenir, en ce qui concerne l'état de l'environnement et de la nature, augmente lorsque le revenu augmente.

Il importe donc d'adapter le « message » et la façon de travailler en ErE à chaque public. Qu'en est-il des personnes précarisées qui, le plus souvent, subissent les pollutions provoquées par d'autres ? Nous verrons que l'approche de la nature peut devenir un projet global, incluant bien sûr les aspects environnementaux, mais aussi sociaux et économiques. L'expérience des jardins collectifs/solidaires/partagés en est un bon exemple, dont nous questionnerons le fonctionnement. Des projets de ce type naissent d'ailleurs un peu partout en Europe et dans le monde. En Belgique, une expérience particulièrement intéressante attirera notre attention, celle menée dans le cadre du projet « Bruggen naar Rabot » à Gand autour de la création d'un jardin collectif, qui se double de la mise en place d'une monnaie locale. Nous verrons en quoi l'ajout de cette dimension apporte une réelle plus-value au projet initial de jardin partagé.

Quelle approche pour les publics précarisés ?

On a longtemps maintenu environnement et social dans des sphères distinctes, sans envisager les liens existant entre eux³. Aujourd'hui même, l'angle d'approche commun est encore limité : on se demande le plus souvent comment protéger la planète par le comportement adéquat des différentes composantes de la société. On pourrait pourtant aussi se demander comment l'éducation à l'environnement permet à l'individu de s'émanciper et, à la suite de Christophe Dubois, de la revue d'éducation relative à l'environnement *Symbioses* : « Comment faire en sorte que les derniers pollueurs ne soient pas les premières victimes ? »⁴. Car, si besoin en est, il convient d'abord de remettre les pendules à l'heure : les populations précarisées sont celles qui polluent le moins ! En effet, on constate habituellement qu'une hausse de revenu s'accompagne d'une hausse de

¹ Pour une présentation de la notion d'ErE, ses origines et son évolution, ses outils et perspectives, voir l'analyse *L'éducation relative à l'environnement pour faire face aux défis actuels ?*, Centre Avec, Août 2011.

² Citons, par exemple, les recherches scientifiques de Jacques Theys et d'Edwin Zaccai sur le sujet, ainsi que l'étude de l'asbl Natagora sur *Les actions d'éducation relative à l'environnement et à la nature : étude des publics et des stratégies d'actions*, 2006 (les conclusions sont consultables sur le site : <http://www.reseau-idee.be/changements-comportements/traces/pdf/Natagora-UCL.pdf>).

³ Pour approfondir cette question, consulter CORNUT, P., BAULIER, T. et ZACCAI, E. (ed.), *Environnement et inégalités sociales*, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2007.

⁴ Rédacteur en chef de la revue *Symbioses* dont le n°80 (septembre-novembre 2008) portait sur : *Précarité : une question d'environnement ?*

consommation. Si les personnes ayant de hauts diplômes sont sans doute mieux informées sur les questions environnementales, elles ont aussi plus de chance d'avoir des revenus élevés et donc un impact négatif plus grand sur l'environnement. Edwin Zaccai, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, rappelle que, en matière de transport par exemple, l'exemple est frappant : « Sur 100 personnes, entre les 25 plus pauvres et les 25 plus riches, la consommation de carburant est multipliée par 4, et celle de l'achat d'un véhicule par 6. A cela s'ajoute l'utilisation de l'avion par les plus riches »⁵. De plus, si des primes existent pour inciter à l'adoption de technologies « vertes » (panneaux solaires jusque récemment, par exemple), seule une minorité de la population a accès à ces avantages ou autres bénéfices fiscaux, à savoir celle qui avait les moyens de s'offrir, dès le départ, ces technologies. C'est ce qu'on appelle l'« effet d'aubaine ».

Ces prémisses énoncées, il faut toutefois d'emblée insister sur le fait qu'il reste essentiel de réaliser un travail d'éducation à l'environnement avec toute la population et ce, en fonction des spécificités de chaque groupe. Car même si l'expérience montre que ce sont en fait les décisions politiques et les instruments économiques qui sont les plus efficaces dans la réduction des impacts environnementaux, la sensibilisation a un rôle essentiel. Elle permet en effet à chacun de prendre sa place, à son niveau, dans l'évolution du rapport à la planète et prépare les esprits à d'éventuels changements plus contraignants.

Parmi les portes d'entrée de la sensibilisation à l'environnement avec des populations en situation de précarité, la question des économies d'énergie au quotidien, par exemple, est souvent exploitée. Il est pourtant évident que, pour ce public particulièrement, ce sujet n'a pas attendu la mise à l'honneur de l'éducation à l'environnement pour exister ! Les économies d'énergie, au domicile le plus souvent, constituent en effet bien souvent une question de survie économique. Le fait d'envisager cette question, sous l'angle à la fois économique et environnemental, se révèle toutefois souvent intéressant lorsqu'il permet de connecter ensuite d'autres sujets. En règle générale, pour tous les publics, mais particulièrement pour les plus défavorisés, on constate qu'il importe de mettre en avant les avantages individuels qu'on peut tirer d'un comportement respectueux de l'environnement.

Un animateur en ErE s'adressant à des populations précarisées ne pourra de toute façon jamais se limiter à un volet strictement environnemental car toutes les préoccupations (matérielles, familiales, psychologiques, etc.) sont liées et il sera nécessaire d'envisager l'ensemble. Pour éviter les faux pas et ne pas créer des attentes démesurées, il est indispensable que l'animateur s'appuie sur des relais locaux, et prépare avec eux les rencontres. Il peut s'agir de travailleurs sociaux ou d'éducateurs de rue qui accompagnent quotidiennement ces personnes. Le passage par ces « relais », bien connus et de confiance, pourra également avoir comme effet d'encourager des personnes que la pauvreté tend à exclure des réseaux sociaux et qui se referment sur un univers de plus en plus restreint, à participer à une activité et, de là, se sentir inclus dans un groupe. Car l'un des problèmes principaux de nombreuses personnes en situation précaire est précisément l'exclusion : les logements sociaux ou les cités sont souvent isolés, avec peu d'accès aux transports publics, peu de zones vertes⁶. La perte de confiance en soi réduit progressivement les contacts. Il est donc essentiel de recréer du lien social, de penser collectif lorsque l'on souhaite construire un projet avec des personnes en situation de précarité.

⁵ « Moins tu es riche, moins tu pollues, plus tu trinques », in *Précarité : une question d'environnement ?*, revue *Symbioses*, n°80, septembre-novembre 2008.

⁶ Entretien avec Christine Steinbach, des *Equipes populaires*, 15/04/2009.

Par ailleurs, il importe aussi, avec le public défavorisé dans ce cas, mais comme avec tous les groupes, de prendre en compte ses représentations et sa culture. Comment notre public voit-il les questions environnementales ? Qu'y associe-t-il ? Ce genre de questions pourra constituer une bonne base de départ à un travail en ErE et à une réflexion quant au choix des outils pédagogiques à utiliser. L'un des éléments importants dans le travail avec les populations précarisées est de permettre à chacun d'exprimer son vécu, son expérience, ses représentations et ce, dans le but de les valoriser, par exemple au cours d'échanges de pratiques. Les jeux de scène sont intéressants à cet égard : à travers une mise en situation, on peut faire émerger une construction collective, tout en laissant les émotions à une certaine distance. Créer un lien affectif et sensoriel ou en tous cas favoriser le contact direct avec la nature est bien entendu une piste efficace. Surtout si l'on peut aboutir à un résultat direct pour chacun des participants. Le cas des jardins collectifs a, à ce sujet, démontré son intérêt.

Changer le rapport à l'environnement par les jardins collectifs ?

Un mot avant tout sur ce que sont ces jardins collectifs (ou partagés ou solidaires). S'il n'existe pas de définition « officielle » du concept, beaucoup de présentations issues d'associations ou de groupes d'individus s'étant lancés dans cette voie peuvent nous éclairer. Prenons, par exemple, les éléments principaux mis en avant par l'asbl « Les jardins solidaires »⁷ :

« C'est avant tout un projet collectif qui a pour but le développement d'activités de loisirs, découvertes et solidarités autour d'objectifs communs pour permettre à tous d'avoir le plaisir du contact avec la nature, tout en permettant plus de cohésion sociale.

La concertation et la démocratie sont des valeurs prédominantes dans les jardins solidaires. (...) Un Jardin Partagé ou Solidaire est un lieu ouvert sur le quartier, convivial, qui favorise les rencontres entre générations et entre cultures. Un Jardin Partagé contribue à valoriser les ressources locales en tissant des relations entre d'autres structures (associations, établissement d'enseignement, maisons de retraite, centres sociaux, hôpitaux...). Un Jardin Partagé est un terrain d'expérimentation pour des pratiques respectueuses de l'environnement. Il participe au maintien de la biodiversité en milieu urbain et à la diffusion des connaissances de ce milieu. »

Même si chaque jardin a son histoire, en fonction des personnes y contribuant et des lieux, les mots-clés restent, pour tous, le lien social, les rencontres intergénérationnelles et interculturelles, l'approche de l'environnement et les valeurs de respect, d'ouverture et de dialogue. Les témoignages de personnes impliquées dans ces projets insistent toutes sur les aspects de « passion commune au-dessus des différences sociales », « envie de se réapproprier son alimentation, de mieux contrôler d'où elle vient », « convivialité et proximité »⁸.

Philippe Delwiche, vice-président de l'association Nature & Progrès, insiste sur l'importance qu'ont, selon lui, ces 'jardins sociaux' : « Ils participent activement à remettre debout des 'humains à terre' et ont, aujourd'hui, une utilité aussi importante que celle des jardins ouvriers au XIXème siècle »⁹. Aujourd'hui, au moment où nous traversons des crises à la

⁷ <http://rjsol.jimdo.com>

⁸ Interviews réalisés par le Service Education permanente de l'asbl *Question Santé* et publiés dans la brochure « Des jardins...solidaires », 2009. Disponible sur le site www.questionsante.be

⁹ DELWICHE, P., *Du potager de survie au jardin solidaire. Approche sociologique et historique*, Editions Nature & Progrès, 2006. Nous renvoyons également, pour plus de détails sur la création des jardins ouvriers au XIXème

fois sociale, économique et environnementale, l'expérience des jardins collectifs semble en effet pouvoir constituer une réponse, du moins partielle, à des besoins ressentis par certaines catégories de population. Ainsi par exemple, tout en constituant un vecteur d'insertion sociale, ces jardins permettent aussi d'obtenir une production maraîchère moins chère que celle des commerces, répondant donc au besoin de faire des économies au niveau de l'alimentation de base. Le point de vue d'une association québécoise illustre l'utilité de ces jardins pour les populations précarisées : « L'émergence du jardinage collectif constitue une réponse actuelle à la pauvreté socio-économique et à l'étalement urbain abusif. Les jardins collectifs portent donc, dans la plupart des cas, une mission sociale et environnementale explicite (...) Jardiner collectivement permet à plusieurs participants de briser leur isolement, de tisser des liens avec d'autres personnes, de retrouver une appartenance à leur milieu »¹⁰.

De plus, contrairement à d'autres activités d'éducation relative à l'environnement où les participants sont relativement passifs (lors de séances d'information, ou de présentations de problématiques liées à l'environnement par exemple), ils sont ici non plus seulement « récepteurs » d'informations, mais deviennent réellement acteurs. Ajoutons en outre que certains jardins sont également des lieux d'insertion socio-professionnelle, donnant lieu à une formation, des stages, et un accompagnement vers une remise sur les rails de l'emploi. A travers les jardins/potagers, on retrouve donc à la fois un intérêt individuel et une dimension communautaire.

L'expérience du projet « Bruggen naar Rabot » à Gand (Belgique)

Un exemple concret, géographiquement proche, permettra d'illustrer l'intérêt de l'utilisation d'un jardin à des fins sociales et mettra également en évidence la possibilité de pousser plus loin encore l'intégration des différents volets de la vie quotidienne des habitants d'un quartier socio-économiquement très défavorisé. Ce projet, qui porte le nom de « Bruggen naar Rabot » (« Des ponts vers le Rabot ») est mené depuis quelques années dans le but de réhabiliter, désenclaver et développer l'un des quartiers les plus pauvres de Flandre, Rabot-Blaisantvest, à Gand. Proche du Palais de Justice, ce quartier se caractérise par de vieilles habitations et une urbanisation dense. Ses habitants font face à des difficultés sociales et économiques importantes et, dans ce quartier situé sur la ceinture du XIXème siècle, les espaces ouverts, verts et les aménagements sont rares.

Le projet est financé par la Ville de Gand et par divers autres partenaires, et comporte différents volets (construction d'une piste cyclable au-dessus du canal, d'immeubles passifs, d'une maison de jeunes, etc.), dont un projet particulièrement intéressant pour notre thème, à savoir la mise en place d'un grand jardin communautaire, doublée de la création d'une monnaie locale, appelée « Toreke ».

Concrètement, dans ce « jardin », essentiellement potager, les petites parcelles sont posées sur la dalle de béton qui supportait l'ancienne usine Alcatel et les protège ainsi de la pollution des sols. Les habitants disposent aussi d'un petit élevage de volaille et lapins.

siècle, à l'analyse *Potagers collectifs, un panier de cultures*, publiée par le Centre Avec, juin 2011 (http://www.centreavec.be/pages/Pub_analyses_potagers%20collectifs.htm).

¹⁰ Association active à Saint-Jérôme, Québec :

www.francvert.org/pages/31dossierlesjardinscollectifsuneinnov.asp

Ce projet a, dès son origine, bien fonctionné, entre autres parce qu'il répondait à une demande exprimée par les habitants et qu'il a permis le renforcement des liens sociaux dans le quartier.

Mais l'élément qui lui a donné une nouvelle dimension est l'introduction, en octobre 2010, d'une monnaie locale, le toreke, qui se veut complémentaire à l'euro¹¹. Les torekes existent sous forme de billets de 1 et 10 torekes, 10 torekes valant un euro. Quel est le lien entre ces potagers et les torekes ? Depuis 2011, chaque jardinier doit payer un montant de 150 torekes pour la location annuelle d'un potager. Et il faut donc trouver le moyen de gagner cette somme, ce qui permet de créer de nouveaux liens, d'embellir le quartier et ... de mener des actions de protection de l'environnement. En effet, les torekes sont distribués lors d'actions spécifiques portant sur l'entretien et l'embellissement du quartier (peinture des façades - 250 torekes ; fleurs aux balcons - 10 torekes ; entretien des parcs et plaines dans le quartier - 250 torekes/mois ; prêt et gestion du matériel du barbecue de quartier - 250 torekes/mois ; etc.), sur le sport (entraîneurs de foot - 250 torekes ; « parrains/marraines » du terrain de pétanque - 250 torekes), sur la protection de l'environnement (autocollant contre la publicité « toutes boîtes » - 10 torekes ; passage à l'électricité verte - 50 torekes, etc.). Une des associations responsables de la gestion du projet¹² a en outre instauré un « jour de travail collectif » qui a lieu à intervalles réguliers et a un succès grandissant¹³.

Au-delà de la location des parcelles du potager, les habitants de Rabot peuvent aussi utiliser leurs torekes pour faire leurs courses aux magasins (bio) participant au projet, pour se déplacer en transport en commun, aller au cinéma, etc. L'implantation de cette monnaie est en effet basée sur un partenariat entre les commerçants locaux et les pouvoirs publics et a clairement pour objectif de réorienter les échanges vers des consommations respectueuses de l'environnement et des droits sociaux au sein de l'économie locale¹⁴.

Un avantage non négligeable de cette monnaie locale est le fait qu'elle reste en dehors de l'inégale répartition du pouvoir d'achat en euro, et qu'elle ouvre ainsi des perspectives pour des personnes à très bas revenus comme aux familles de langues étrangères¹⁵.

On retrouve, dans cet exemple précis, différents éléments précédemment identifiés comme participant à la réussite d'un projet d'ErE avec des populations précarisées, tels que le fait de répondre à des besoins et demandes exprimés par les personnes concernées, l'aspect collectif du projet et l'ancrage très concret de celui-ci. Mais, par l'introduction de la monnaie locale, ce sont tous les aspects de la vie de quartier qui se retrouvent englobés dans le projet. L'environnement est certes l'un des éléments importants mais il n'existe que pris dans sa dimension sociale et économique.

¹¹ Entretien avec Bernard Lietaer, concepteur du projet « Torekes » et spécialiste des questions monétaires, août 2011 (www.lietaer.com).

¹² Samenlevingsopbouw. Voir les détails sur le site www.samenlevingsopbouwgent.be

¹³ Plus de 200 habitants du quartier ont pris part aux 10 jours de travail entre octobre 2010 et mars 2011, dont 100 en mars !

¹⁴ Vidéo présentant l'expérience des Torekes : www.torekes.be/actueel/foto-video/video/torekes-beeld-hoe-en-wat

¹⁵ De nombreuses expériences de monnaies locales ou complémentaires existent partout dans le monde. Voir par exemple l'expérience au Brésil à partir de la banque Palmas (www.banquepalmas.fr/La-banque-Palmas-la-monnaie-au.html), les SEL en Belgique : <http://sel.leforum.eu/t356-Annuaire-des-SEL-Belgique.htm>

Conclusion

L'éducation relative à l'environnement doit pouvoir s'adresser à tous les types de publics, et tenir compte des spécificités et représentations propres à chaque groupe. Et ce, pas uniquement parce que ce type de projets permet de « sensibiliser » au respect de l'environnement, mais aussi parce que, en adoptant une vision globale, ils peuvent répondre à de nombreux autres besoins, d'ordre économique ou social.

On l'a vu, les jardins collectifs peuvent, par exemple, devenir vecteur d'insertion sociale, voire professionnelle, tout en permettant de réaliser des économies sur l'achat de certains aliments. La valeur n'est pas forcément là où l'on essaie de nous faire croire qu'elle se trouve, à savoir dans le compte en banque. L'exemple des monnaies locales, de Gand ou d'ailleurs, abonde dans ce sens d'une approche systémique et dynamique dans la gestion d'un quartier, qui remet au centre les personnes, les relations entre elles et la complémentarité de leurs compétences.

Laure Malchair
Centre AVEC